



MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION, DE LA PÊCHE,
DE LA RURALITÉ ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

**Direction des pêches maritimes et de
l'aquaculture**
Sous-direction des ressources halieutiques
Bureau de gestion de la ressource
Adresse : 3 place de Fontenoy 75700 PARIS 07 SP

Tel : 01 49 55 52 61/53 86 - Fax : 01 49 55 82 00
Réf. Interne:/DPMA/SDRH/BGR

CIRCULAIRE
DPMA/SDRH/C2012-9609

Date: 30 avril 2012

Date de mise en application : immédiate

Annule et remplace: - circulaire DPMA/SDRH/C2010-9632 du 04
octobre 2010

Nombre d'annexes : 5

Le Ministre de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche, de la
ruralité et de l'aménagement du territoire,
à
Messieurs les préfets de région

Objet : Procédure et calendrier relatifs à la préparation de l'arrêté et de la circulaire d'attribution des permis de mise en exploitation « un pour un », « de Droit » et « autre » des navires de pêche pour la façade Atlantique-Manche-Mer du Nord et pour la façade Méditerranée.

Bases juridiques :

Règlement (CEE) n° 2930/1986 du Conseil du 22 septembre 1986 définissant les caractéristiques des navires de pêche ;
Règlement (CE) n° 2371/2002 du Conseil du 20 décembre 2002 relatif à la conservation et à l'exploitation durable des ressources halieutiques dans le cadre de la politique communautaire de la pêche ;
Règlement (CE) n° 1198/2006 du Conseil du 27 juillet 2006 relatif au Fonds européen pour la pêche ;
Règlement (CE) n° 1224/2009 du Conseil du 20 novembre 2009 instituant un régime communautaire de contrôle afin d'assurer le respect des règles de la politique commune de la pêche ;
Règlement (CE) n° 109/1994 de la Commission, du 19 janvier 1994, relatif au fichier communautaire des navires de pêche ;
Règlement (CE) n° 1438/2003 de la Commission du 12 août 2003 établissant les modalités d'application de la politique communautaire en matière de flotte définie au chapitre III du règlement (CE) N° 2371/2002 du Conseil du 20 décembre 2002 relatif à la conservation et à l'exploitation durable des ressources halieutiques dans le cadre de la politique communautaire de la pêche ;
Règlement (CE) n° 26/2004 de la Commission du 30 décembre 2003 relatif au fichier de la flotte de pêche communautaire ;
Code rural et de la pêche maritime ;
Décret n° 90-94 du 25 janvier 1990 pris pour l'application du titre II et du titre IV du livre IX du code rural et de la pêche maritime ;
Décret n° 90-95 du 25 janvier 1990 modifié pris pour l'application de l'article 3 du décret du 9 janvier 1852 modifié fixant les conditions générales d'exercice de la pêche maritime dans les zones de pêche non couvertes par la réglementation communautaire de conservation et de gestion ;
Décret n°93-33 du 8 janvier 1993 modifié relatif au permis de mise en exploitation des navires de pêche, pris pour l'application de l'article 3-1 du décret-loi du 9 janvier 1852 modifié portant sur l'exercice de la pêche maritime ;
Décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
Décret n°2006-665 du 7 juin 2006 relatif à la réduction du nombre et à la simplification de la composition de diverses commissions administratives ;
Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif ;
Décret n°2010-130 du 11 février 2010 relatif à l'organisation et aux missions des directions interrégionales de la mer ;
Arrêté du 10 février 1984 déterminant les limites des circonscriptions des affaires maritimes ;
Arrêté du 18 décembre 2006 établissant les modalités de gestion des différents régimes d'autorisations définies par la réglementation communautaire et applicables aux navires français de pêche professionnelle immatriculés dans la Communauté européenne ;
Circulaire DPMA/SDRH/C2009-9627 du 20 octobre 2009 rappelant les délais de validité du permis de mise en exploitation des navires de pêche et prononcé de l'inactivité des navires de pêche pour la façade Atlantique-Manche-Mer du Nord et pour la façade Méditerranée.
Circulaire DPMA/SDRH/C2010-9634 du 11 octobre 2010 relative aux modalités d'instruction, de délivrance et de validité des permis de mise en exploitation des navires de pêche pour la façade Atlantique-Manche-Mer du Nord et pour la façade Méditerranée.

Résumé : La présente circulaire a pour objet de préciser les modalités de collecte des données nécessaires à l'instruction des dossiers présentés en vue de l'attribution du permis de mise en exploitation (PME) pour les navires de pêche en France métropolitaine sur la base des enveloppes régionales définies périodiquement par arrêté ministériel.

Mots-clés : pêche, PME, collecte des données

Destinataires	
Pour exécution : Mme et MM. les Préfets de région MM. les directeurs interrégionaux de la mer (DIRM) MM. les directeurs départementaux des Territoires et de la Mer – Délégation à la Mer et au Littoral M. le directeur des affaires maritimes –Département des systèmes d'information	Pour information : M. le directeur du GE-CFDAM

TABLE DES MATIERES

1. INTRODUCTION

2. CALENDRIER PREVISIONNEL DE PUBLICATION

3. CONSULTATION DES REGIONS SUR LES DEMANDES DE PME EN COURS

3.1. Notification des demandes de PME en cours

3.2 Mode de présentation des demandes de PME régionales

3.3. Observations et compléments de dossier

3.4 Instruction DPMA

4. Notification du suivi des décisions d'attribution de PME

ANNEXE 1 : Calendrier prévisionnel de la consultation relative aux PME de mai 2012 à janvier 2013

ANNEXE 2 : Tableau des demandes de PME recensées au niveau régional et précisions sur la feuille d'observations jointe

ANNEXE 3 : Codification du tableau régional des demandes de PME

ANNEXE 4 : Tableau régional du suivi des PME délivrés

ANNEXE 5 : Codification du tableau de suivi des décisions

1. INTRODUCTION

La présente circulaire précise les conditions de collecte des données nécessaires à la mise en forme et à la publication de l'arrêté périodique fixant les contingents régionaux d'attribution des PME. La procédure ci-après concerne les échanges d'informations entre les services instructeurs des dossiers de demande de PME en région et la Direction des Pêches Maritimes et de l'Aquaculture (DPMA) en préalable à l'élaboration de l'arrêté.

2. CALENDRIER PREVISIONNEL DE PUBLICATION

Afin de permettre une régularité dans l'échéance des publications et de faciliter l'organisation des tâches à tous les niveaux d'instruction, un calendrier prévisionnel relatif à l'ensemble de la procédure préalable et post-publication de l'arrêté contingent PME est proposé en annexe 1 de la présente circulaire. Le respect des dates **d'échéance**, notamment en qui concerne la **fin de la consultation périodique**, est primordial à l'équité de répartition du contingent disponible entre les régions.

3. CONSULTATION DES REGIONS SUR LES DEMANDES DE PME EN COURS

3.1 Notification des demandes de PME en cours

Le tableau récapitulant les demandes de PME (annexe 2) recense l'ensemble des dossiers déposés en région après instruction et classement par ordre de priorité effectués lors de la dernière COREPAM. Le tableau de saisie est assorti d'un onglet, situé en bas de page, indiquant la codification commune (annexe 3) à utiliser afin de faciliter le traitement des données à analyser.

Il est impératif de veiller à saisir l'ensemble des données demandées pour permettre à la DPMA d'effectuer une instruction rapide et efficace des dossiers présentés.

3.2 Restitution des demandes de PME régionales

Les demandes de PME doivent être classées par **catégorie et type de PME**.

Les catégories de PME sont les suivantes :

- **un pour un** : remplacement à capacités égales ou inférieures en tonnage (UMS) et en puissance (kW) ;
- **de droit** : navire remplacé affecté d'une clause d'innavigabilité définitive et inactif au fichier flotte ;
- **augmentation de capacité (UMS S')** pour raison de sécurité pour des navires effectuant des travaux conformément à l'article 8 du règlement n°1438/2003 (**justificatifs du CSN** précisant que les travaux ont été effectués **au dessus du pont** et plans éventuels à fournir en pièces jointes).
- « **autre** » pour toutes les autres situations.

La catégorie du PME est une information préalable **obligatoire**.

La demande de PME doit aussi être associée à **un type de PME**, c'est-à-dire le motif pour laquelle la demande a été effectuée : construction, importation, réarmement après une période d'inactivité ou après changement d'activité, augmentation de puissance et/ou de jauge, augmentation jauge UMS pour raison de sécurité.

Les renseignements qui suivent concernent **le demandeur du PME**. Elles doivent être **obligatoirement** complétées. Le métier (codes FAO engins), la zone de pêche (carré CIEM) et les espèces ciblées (codes FAO) doivent être en corrélation entre elles et attester des possibilités de viabilité économique du projet professionnel en cours.

Les dernières informations à restituer concernent :

- les caractéristiques du **navire entrant**, objet du PME ;
- les caractéristiques du ou des **navires sortant** ;
- le calcul des variations de capacités inhérentes aux deux premiers alinéas.

3.3 Observations et compléments de dossier

Toutes les observations complémentaires doivent être annotées sur une ou plusieurs feuilles accompagnant le tableau.

L'ensemble des pièces administratives complémentaires jugées utiles à une meilleure compréhension des dossiers présentés, doivent être transmises en même temps que le tableau de saisie et mentionnées sur la feuille destinée aux observations.

3.4 Instruction DPMA

L'ordre de priorité défini par la COREPAM suite à l'instruction préalable réalisée en région, sera suivi par la DPMA sous réserve du respect des possibilités de pêche existantes.

L'instruction rapide et efficace de la DPMA est le résultat de l'analyse des dossiers réputés « complets », c'est-à-dire dont toutes les colonnes nécessaires à l'instruction ont été renseignées.

Le tableau dûment complété sera transmis à la DPMA par le responsable du service des Affaires Economiques de la région concernée. A réception du tableau, un email de confirmation de réception sera transmis en retour.

4. Notification du suivi des décisions d'attribution de PME

Un tableau (annexe 4) a été élaboré afin de permettre une mise à jour régulière des informations relatives à l'évolution des dossiers de PME accordés. Un onglet codification permet une uniformisation du traitement des informations soit un gain en temps et en efficacité (annexe 5).

Le suivi des décisions de PME a un impact direct sur le solde du contingent en puissance et en tonnage. Sa mise à jour conditionne ainsi les nouvelles attributions.

Son retour régulier par transmission email est prévu sur l'échéancier joint en annexe 1 de la présente circulaire.

Pour le Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation,
de la Pêche, de la Ruralité et de l'Aménagement du Territoire,
Par empêchement du Directeur
des Pêches Maritimes et de l'Aquaculture,
La Directrice Adjointe,
Signé : Cécile BIGOT

ANNEXE 1

CALENDRIER PREVISIONNEL DE LA CONSULTATION RELATIVE AUX PME

Avril 2012 – Janvier 2013

Arrêté de mai 2012

Vendredi 27 avril 2012 : fin de la consultation pour l'arrêté d'attribution des PME « un pour un » et « de Droit » du mois **de mai 2012** et transmission du tableau de suivi des décisions d'attribution des PME.

Semaine 21 : publication de l'arrêté et de la circulaire d'attribution des PME « un pour un » et « de Droit » du mois **de mai 2012**.

Arrêté d'août 2012

Vendredi 13 juillet 2012 : fin de la consultation pour l'arrêté d'attribution des PME « un pour un », « de Droit » et « autre » du mois **d'août 2012** et transmission du tableau de suivi des décisions d'attribution des PME.

Semaine 32 : publication de l'arrêté et de la circulaire d'attribution des PME « un pour un », « de Droit » et « autre » du mois de **d'août 2012**.

Arrêté de novembre 2012

Vendredi 05 octobre 2012 : fin de la consultation pour l'arrêté d'attribution des PME « un pour un » et « de Droit » du mois de **novembre 2012** et transmission du tableau de suivi des décisions d'attribution des PME.

Semaine 45 : publication de l'arrêté et de la circulaire d'attribution des PME « un pour un » et « de Droit » du mois de **novembre 2012**.

Arrêté de janvier 2013

Vendredi 14 décembre 2012 : fin de consultation fin de la consultation pour l'arrêté d'attribution des PME « un pour un », « de Droit » et « autre » du mois de **janvier 2013** et transmission du tableau de suivi des décisions d'attribution des PME.

Semaine 03 : publication de l'arrêté et de la circulaire d'attribution des PME « un pour un », « de Droit » et « autre » du mois de **janvier 2013**.

ANNEXE 2

DEMANDES DE PME RECENCEES AU NIVEAU REGIONAL

REGION	Ordre de Priorité COREPAM	Navire en projet														navire modifié ou engagé au retrait						Variation Entrée/Sortie			Date COREPAM
		Catégorie du PME	Type	Nom de l'Armateur	Age	Métier	Zones de Pêche	Espèces ciblées	Nom du Navire en Projet	Quartier du Navire en Projet	Immatricula- tion du Navire en Projet	LHT du Navire en Projet	kW du Navire en Projet	UMS du Navire en Projet	UMS'S du Navire en Projet (1)	Nom du Navire à Sortir	Quartier du Navire à Sortir	Immatri- culation du Navire à Sortir	LHT du Navire à Sortir	kW du Navire à Sortir	UMS du Navir e à Sortir	Variatio n kW	Variati on UMS	Variati on UMS'S (1)	
Bretagne	1	un pour un	C	MARTIN Yvon	35	OTB	Vlle	COD	non connu	GV	non connue	15	32	112		GEANT DES MER	GV	632472	13	32	112	0	0		02/02/2012

(1) UMS'S = UMS pour raisons de "Sécurité"

Les observations doivent être jointes sur une ou plusieurs feuilles (format au choix) à part, visée(s) pr la personne responsable des Affaires Economiques de la région concernée.
Il est important de joindre à ces observations les documents demandés (voir codification) ainsi que l'ensemble des pièces administratives que vous jugez utiles à l'instruction.

ANNEXE 3

Codification du tableau régional de demandes de PME

Catégorie		Important
Un pour Un	Un pour Un	Remplacement à capacités égales ou inférieures (kW et UMS)
PME de droit	D	Navire remplacé affecté d'une cause d'innavigabilité définitive
Augmentation de capacité pour raisons de sécurité	Js	Justificatifs du Centre de Sécurité à fournir (travaux effectués au dessus du pont + plans éventuels)
les autres situations	autre	Tous les autres cas

Type	
Construction	C
Importation	I
Réarmement après une période d'inactivité	F
réarmement après un changement d'activité	Fa
Augmentation de puissance	R
Augmentation de jauge	J
Augmentation de puissance et de jauge	R&J
Jauge sécurité	Js

Métier et zones de pêche (CIEM)
Codes FAO (ex: OTT - OTB - etc...)

ANNEXE 4

TABLEAU DE SUIVI DES PME DELIVRES - REGION _____

Date de la consultation : ____/____/ 20__

Numéro Immatricul ation du navire	Nom du propriétaire	numéro PME	date d'attributio n	Fin de validité	Date Décision de Prolongatio n	Nouvelle échèance	Nature du PME	Nature du Projet	LHT	kW	UMS	Date d'entrée en flotte	Situation du PME	Situation du navire engagé au retrait	Date de l'Arrêté	N° de la demande de PME sous NAVPro PME	OBSERVATIONS
232458	BLANC Yves	2009/93	08/02/2012	07/02/2014			D	C	16	115	56		1	E	26/01/2012	9360	

ANNEXE 5

CODIFICATION TABLEAU DE SUIVI DES DECISIONS

Les délais de validité du PME	
Construction navires > 25 m	3 ans
Construction navires < = 25 m	2 ans
Augmentation de capacité navires > 25 m	2 ans
Augmentation de capacité navires < = 25 m	1 an
Autres situations	6 mois

La nature du PME	
Un pour Un	un pour un
PME de droit	D
Augmentation de capacité pour raisons de sécurité	Js
Autres situations	autres

La nature du projet	
Construction	C
Importation	I
Réarmement après une période d'inactivité	F
réarmement après un changement d'activité	Fa
Augmentation de puissance	R
Augmentation de jauge	J
Augmentation de puissance et de jauge	R&J
Jauge sécurité	Js

Situation du PME	
Le PME n'est pas encore utilisé	1
Le PME a été prolongé	2
Le PME est échu ou a été annulé	3
Le PME a été utilisé	4

Situation du navire engagé au retrait	
Le(s) navire(s) n'est (ne sont) pas encore sorti(s)	E
Le(s) navire(s) est (sont) sorti(s)	S